

Communiqué de presse CFDT CCE du 15/12/2011

La CFDT constate que PSA se refuse à toute communication chiffrée du plan de réduction massif d'emplois. La CFDT est persuadée que seule une logique financière conduit à ce plan dont le nombre et la localisation sont forcément connus avec précision.

Pourtant, PSA reporte à un Nième CCE extraordinaire la communication de ces éléments. PSA piétine sciemment les droits des organisations syndicales et bafoue ceux des salariés. Dans les sites, nous constatons aujourd'hui de nombreux départs de prestataires qui ne font qu'annoncer la suite du plan que PSA nous cache. Par exemple la société SEGULA, prestataire de services de PSA, a annoncé 211 licenciements. Dans le même temps, PSA continue de détruire des emplois en procédant à une coupe franche dans les effectifs dans la R&D en France et crée de nouveaux centres de R&D en Chine et en Inde. PSA a détruit depuis 2007, plus de 12000 emplois et en annonce 5200 de plus pour 2012 pour une économie de 800 M€. Dans le même temps, PSA a fait réaliser plus de 1 500 000 heures supplémentaires grâce à la défiscalisation de la loi TEPA.

A cela s'ajoute, la programmation, non assumée, de la fermeture des sites de production d'Aulnay et de SEVELNORD. La fermeture des sites de Moissy Cramayel et de Dannemarie ne fait que confirmer cette politique. Alors que dans le même temps Mr Varin s'est pourtant engagé publiquement à ne procéder à aucune fermeture de site et à aucun plan social.

Conjointement à ceci, PSA vend les bijoux de famille en cédant de nombreuses succursales. PSA met en place une organisation qui pourrait lui permettre de revendre son patrimoine immobilier tertiaire. PSA annonce l'investissement de 3,8Md€ pour créer de nouvelles usines hors Europe, alors que les finances sont soi-disant dans le rouge.

Malgré ces déclarations alarmistes, PSA a racheté pour 200M€ d'actions et a versé 257M€ de dividendes aux actionnaires. Dans le même temps, Monsieur Varin a quadruplé ses émoluments et ceux du directoire ont été doublés.

Tout en dénigrant constamment le code du travail concernant l'emploi, PSA profite systématiquement de tous les avantages fiscaux et autres subventions de l'état Français

Mais le plus inquiétant pour l'avenir industriel de la France, concerne l'annonce par PSA de créer une plateforme d'achats en Chine pour alimenter les usines en Europe. Cela aura un impact cataclysmique sur le tissu industriel Français. De nombreux fournisseurs français vont disparaître et cela la CFDT ne peut l'accepter.

Devant cette situation historique et gravissime pour l'emploi, la CFDT a demandé au CCE d'utiliser son droit d'alerte.